

**DECISION DU PRESIDENT N° 151-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : AVENANT AU MARCHE POUR L'INSPECTION TÉLÉVISÉE DES CANALISATIONS EAUX PLUVIALES SECTEUR ZONE DE LA MONGIE A ESSARTS EN BOCAGE**

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L2123-1, R2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la décision n°098-23 du 7 avril 2023 attribuant l'inspection télévisée des canalisations eaux pluviales secteur zone de la Mongie à Essarts-en-Bocage à l'entreprise Pasquier des Herbiers (85), pour un montant de 6 460.00 € HT,

Considérant un surcoût de 1 900.00 € HT dû au supplément de prestations en longueur (4 400m au lieu de 3 400m) à vérifier,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'approuver l'avenant de plus-value de 1 900.00 € HT au marché d'inspection des canalisations eaux pluviales confié à l'entreprise Pasquier, des Herbiers (85).

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget principal, opération 2200

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint Fulgent, le 6 juin 2023

Le Président  
Jacky DALLEY